

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1428<sup>e</sup> réunion (DH) – [8-9 mars 2022]

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Sharxhi et autres</i>	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux <b>droits de propriété</b> .	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région</b> ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Virabyan</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	<b>Torture en garde à vue et meurtre lors de l'arrestation et défaut d'enquête effective</b> y compris sur des allégations de mauvais traitements politiquement motivés.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	<b>Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif</b> , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région</b> ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	<b>Discrimination fondée sur des considérations ethniques</b> en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Lyubomir Popov</i> (groupe) <i>Sivova et Koleva</i> (groupe) <i>Mutishev et autres</i> <i>Tomov et Nikolova</i>	Lien Lien Lien Lien	07/04/2010 04/06/2012 03/03/2010 21/10/2016	<b>Retards injustifiés dans l'exécution de jugements et de décisions administratives</b> concernant la restitution de terres agricoles nationalisées pendant la période communiste ou leur indemnisation. <b>Privation de propriété en violation du principe de sécurité juridique et sans aucune compensation</b> , sur la base de la législation sur la restitution.	Lien Lien Lien Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	<b>Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer des associations</b> visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i>	Lien	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	<b>Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective</b> de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Lashmankin et autres</i> (groupe) <i>Navalnyy</i>	Lien Lien	29/05/2017 15/11/2018	<b>Diverses violations liées principalement au droit de rassemblement pacifique</b> (réactions aux notifications de rassemblements planifiés, réactions aux rassemblements pacifiques, détention illégale).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i> <i>Navalnye</i>	Lien	04/07/2016 05/03/2018	<b>Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable</b> et une application arbitraire du droit pénal (violations des articles 6 et 7).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Oao Neftyanaya Kompaniya Yukos</i>	Lien	08/03/2012 15/12/2014	<b>Violations concernant les procédures fiscales</b> et d'exécution engagées à l'encontre de la société requérante pétrolière ayant abouti à sa liquidation en 2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Tomov et autres</i> (groupe)	Lien	09/07/2019	<b>Mauvaises conditions de transport des détenus.</b>	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Affaires <i>Pichugin</i> <i>Klyakhin</i> (groupe)	Lien	18/03/2013 06/06/2005	<b>Divers problèmes concernant la détention provisoire.</b>	Lien Lien	Lien
FRANCE	<i>M.A.</i>	Lien	02/07/2018	<b>Expulsion vers l'Algérie en présence d'un risque réel et sérieux de mauvais traitements (<i>M.A.</i>) and défaut de se conformer à une mesure provisoire de la Cour (affaires <i>M.A.</i> et <i>A.S.</i>)</b>	Lien	Lien

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FRANCE	<i>Moustahi</i>	Lien	25/09/2020	<b>Détention et renvoi rapide de deux mineurs étrangers non accompagnés</b> de Mayotte vers les Comores, sans examen de leur situation individuelle.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	<b>Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales</b> pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	<b>Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements</b> ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Nisiotis</i> (groupe)	Lien	20/06/2011	<b>Surpopulation carcérale</b> et autres mauvaises conditions de détention. Défaut de recours effectifs.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	<b>Absence de droit d'accès à un tribunal</b> pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une <b>violation de son droit à la liberté d'expression</b> .	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Szabó et Vissy</i>	Lien	23/06/2016	<b>Garanties insuffisantes contre les abus dans la législation en matière de surveillance secrète.</b>	Lien	Lien
ISLANDE	<i>Guðmundur Andri Ástráðsson</i>	Lien	01/12/2020	<b>Irrégularités dans le processus de nomination des juges de la Cour d'appel nouvellement créée.</b>	Lien	Lien
ITALIE	<i>Terna</i> (groupe) <i>R.V. et autres</i>	Lien Lien	14/04/2021 18/10/2019	Problème systémique relatif à l'absence d'efforts adéquats et suffisants des autorités pour assurer le <b>respect des droits de visite du requérant</b> ( <i>Terna groupe</i> ). <b>Lacunes dans le cadre juridique régissant les mesures de prise en charge d'enfants par l'Etat</b> . Les mesures de prise en charge des deux enfants du requérant ont été maintenues en vigueur pendant plus de dix ans ( <i>R.V. et autres</i> )	Lien Lien	Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées</b> à la détention secrète et la « remise extraordinaire » du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Lien
MALTE	<i>Galea et Pavia</i>	Lien	11/06/2020	<b>Durée excessive d'une procédure pénale et de la procédure de recours constitutionnel, et absence de recours effectif.</b>	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> des requérants, qui sont depuis détenus au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay. M. Al Nashiri y reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis, et M. Abu Zubaydah est détenu sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay, où il reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>N.</i>	Lien	28/02/2018	<b>Illégalité de l'internement psychiatrique</b> , en tant que mesure de sûreté, et défaillances dans les procédures de contrôle juridictionnel portant sur le maintien de l'internement du requérant.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe)	Lien	06/12/2005	<b>Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires</b> internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1428<sup>e</sup> réunion (DH) – [8-9 mars 2022]

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	<b>Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord</b> dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Lien
SERBIE	<i>Jevremović</i> (groupe)	Lien	17/10/2007	<b>Durée excessive des procédures judiciaires</b> et absence de recours effectif.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Alparslan Altan</i> (groupe)	Lien	09/09/2019	<b>Détention injustifiée des requérants</b> (des juges) sans soupçon raisonnable et par <b>une interprétation extensive de la notion de flagrant délit.</b>	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	<b>14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.</b>	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Kavala</i>	Lien	11/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.</b>	Lien	Pas de décision
TURQUIE	<i>Öner et Türk</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Artun et Guvener</i> (groupe) <i>Işikirik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien	30/06/2015 08/10/2014 25/01/2012 26/09/2007 09/04/2018	<b>Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression</b> , notamment en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien Lien	Lien
TURQUIE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i>	Lien	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	<b>Absence d'enquête effective</b> sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Fedorchenko et Lozenko</i> (groupe)	Lien	20/12/2012	<b>Absence d'enquête effective</b> sur des actes violents à l'encontre des requérants et <b>défaut d'enquête</b> sur d'éventuels motifs racistes ou religieux de ces actes violents.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Gongadze</i>	Lien	08/02/2006	<b>Assassinat d'un journaliste et absence d'enquête effective.</b>	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> (groupe) <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	<b>Mauvais traitements / torture</b> par la police et absence d'enquête effective.	Lien Lien	Lien
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	<b>Non-exécution de décisions judiciaires internes</b> contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien